

Philippe Boisadam

# MAIS QUE FAIRE DE MAYOTTE ?

*Chronologie commentée*  
*d'une « affaire aussi dérisoire »*  
*(1841-2000)*

L'HARMATTAN

## FIL CONDUCTEUR

Le mythe d'une francophilie fondatrice de « Mayotte la Française » (1841-1843).	p 17
Écroulement du rêve saint-simonien. Débuts de la colonisation (1843-1851)	p 31
Très vite le temps du mépris : le syndrome du « Rocher ».	p 37
D'une soumission à l'autre : l'abolition de l'esclavage en 1846. Engagements dans les plantations. Travail forcé.	p 47
Précédents à méditer : Bacar Kusu et la révolte de 1856. Événements du 19 février 1993.	P 59
Tâtonnements administratifs de 1841 à 1946. Fiasco colonial à l'aube du XX <sup>e</sup> siècle.	p 69
Le Territoire des Comores (1946) : Mayotte entre les mains de Moroni. Loi-cadre et naissance de l'État comorien (1956).	p 81
Référendum constitutionnel (28 septembre 1958). Avènement de la V <sup>e</sup> République (4 octobre 1958). Aux Comores : transfert du chef-lieu du territoire de Dzaoudzi à Moroni (14 mai 1958). Autonomie interne (1961).	p 89
Le Mouvement populaire mahorais (MPM) : Zeina N'Déré, Marcel Henry, Younoussa Bamana, Adrien Giraud. Mesquineries de Saïd Mohamed Cheikh. Résistance mahoraise (1963-1971).	p 97
Prémices de l'indépendance (1972-1973). Accord franco-comorien du 13 juin 1973.	p 111
Mort de George Pompidou (avril 1974). Election de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République française. Nomination de Jacques Chirac comme Premier ministre (mai 1974). Consultation de la population comorienne (décembre, 1974). Déclaration unilatérale d'indépendance (juillet 1975).	p 121
Turbulences du nouvel État comorien. Coup d'État d'Ali Soilihi (août 1975). Autoadministration mahoraise (juillet 1975). « Marche rose » d'Ali Soilihi à Mayotte (novembre 1975).	p 137

- Loi du 10 décembre 1975 sur les conséquences pour l'île de Mayotte de l'indépendance des Comores. p 147  
 Deux consultations des Mahorais (Février et Avril 1976).  
 Démission de Jacques Chirac. Nomination de Raymond Barre comme Premier ministre (août 1976). Vote du nouveau statut de Mayotte érigée en collectivité territoriale (décembre 1976).  
 Aux Comores, tournant de 1976 : Ali Soilihi, chef de l'État.
- Mayotte Collectivité Territoriale. L'état de délabrement dans lequel se trouve l'île. p 159
- Aux Comores : révolution permanente d'Ali Soilihi. Coup d'État de Bob Denard (mai 1978) et retour au pouvoir d'Ahmed Abdallah. p 167
- Mayotte s'installe dans le provisoire (1977-1979). Prolongation de son statut (décembre 1979). p 175  
 François Mitterrand, président de la République française (mai 1981).
- En France : hostilité des Socialistes (1981-1984). p 183  
 A Mayotte : Jean-François Hory député (juin 1981). 1984 : une année riche en événements. Visite de George Lemoine (Mai 1984). La consultation repoussée sine die (décembre 1984).
- Le boutre de Nouhou : ballet rocambolesque de juillet 1985 à septembre 1986. p 201
- Première cohabitation : Jacques Chirac Premier ministre (mars 1986). p 211  
 Jacques Chirac à Mayotte (18 octobre 1986) : « le chombo avant le zébu » (traduction mahoraise de « la charrue avant les bœufs ». Projet de territoire autonome de Mayotte (TAM).
- Réélection de François Mitterrand (8 mai 1988). Michel Rocard Premier ministre (10 mai 1988). Louis le Pensec ministre des Départements et Territoires d'Outre-Mer. p 221  
 Assassinat d'Ahmed Abdallah (27 novembre 1989). Election de Saïd Mohamed Djohar (mars 1990). François Mitterrand à Moroni (juin 1990).
- Colloque à Mayotte (avril 1991). Cent cinquantième anniversaire du rattachement de Mayotte à la France. p 231  
 Renvoi de Michel Rocard et nomination d'Edith Cresson comme Premier ministre (mai 1991).  
 Manœuvres du RPR contre Younoussa Bamana aux élections cantonales de 1991.  
 Tentative de réconciliation nationale de Saïd Mohamed Djohar (décembre 1991).

- Démission d'Édith Cresson et nomination de Pierre Bérégoovoy comme Premier ministre (mars-avril 1992). Référendum sur le traité de Maastricht (septembre 1992). p 241
- Nouvelle Constitution comorienne (juin 1992). Tentative de coup d'État à Moroni (septembre 1992).
- A Mayotte : émeutes du 19 février 1993. Elections législatives. Polémique entre Mansour Kamardine et Henri Jean-Baptiste (mars 1993). p 247
- Aux Comores : dissolution de l'Assemblée Nationale (juin 1993). Nouvelles élections (décembre 1993).
- Dévaluation du Franc CFA et du Franc comorien (janvier 1994). p 257
- A Mayotte : élections cantonales. Défaite d'Adrien Giraud à Acoua. Victoire de Mansour Kamardine à Sada (mars 1994). Jean-François Hory député européen sur la liste de Bernard Tapie (mai 1994).
- Aux Comores : nomination d'un nouveau Premier ministre (octobre 1994). Visite d'Edouard Balladur à Mayotte : promesse d'une consultation d'ici l'an 2000. Visa d'entrée pour les Comoriens (24 novembre 1994).
- Elections présidentielles françaises (avril-mai 1995). Tour de piste de Jean-François Hory. Victoire de Jacques Chirac contre Edouard Balladur et Lionel Jospin. Alain Juppé Premier Ministre (mai 1995). Jean-Jacques de Peretti ministre de l'Outre-Mer. p 269
- A Mayotte : élections municipales (mai 1995) et sénatoriales (septembre 1995).
- Aux Comores : renversement du président Saïd Mohamed Djohar par Bob Denard. Opération militaire française « Azalée » (septembre-octobre 1995).
- Aux Comores : élection de Mohamed Taki Abdoukarim (mars 1996). p 279
- Les élus mahorais rencontrent Jacques Chirac à La Réunion (mars 1996). Mise en place des groupes de réflexion sur l'avenir institutionnel de Mayotte (juin 1996). Soubresauts à Mayotte du Front démocratique (juillet-décembre 1996).
- Elections cantonales à Mayotte. Affaiblissement du Mouvement populaire mahorais (mars 1997). Dissolution de l'Assemblée nationale par Jacques Chirac (avril 1997). p 297
- Elections législatives (mai-juin 1997). Lionel Jospin Premier ministre et Jean-Jack Queyranne secrétaire d'État à l'Outre-Mer (juin 1997). Jean-Jack Queyranne à Mayotte (novembre 1997).
- Sécession d'Anjouan et de Mohéli (juillet 1997). Déroute des troupes comoriennes débarquées à Anjouan (septembre 1997). p 315

Travaux du groupe de réflexion parisien sur l'avenir institutionnel de Mayotte. Débat riche mais confidentiel (1996-1997).	p 329
Le groupe de réflexion local : « spécificités mahoraises » et « bloc de mahorité ».	p 341
Rapport final sur l'avenir institutionnel de Mayotte remis au secrétaire d'État à l'Outre-Mer (janvier 1998). Mission du cabinet du Premier ministre à Mayotte (décembre 1998).	p 351
Aux Comores : durcissement de la sécession anjouanaise (1998). Mort de Mohamed Taki et nomination d'Abbas Djoussouf comme Premier ministre (novembre 1998). Affrontements sanglants à Anjouan entre milices rivales (décembre 1998).	p 361
Silence du gouvernement socialiste. Elections européennes (janvier-juin 1999). Reprise par le gouvernement français des négociations avec les élus mahorais (juillet 1999). Projet d'accord sur l'avenir de Mayotte et éclatement du Mouvement populaire mahorais (août 1999). Consultation des communes et du conseil général (décembre 1999). Signature officielle de l'accord (janvier 2000).	p 373
Suicide du directeur de la Société immobilière de Mayotte (mars 1999). Procès de Bob Denard (mai 1999). Sécession anjouanaise et conférence d'Antananarivo. Coup d'État aux Comores du colonel Azali (avril 1999). Décès de Zeina N'déré (octobre 1999). Réunion de Pretoria sur l'affaire anjouanaise (décembre 1999).	p 391
27 janvier 2000, accord sur l'avenir institutionnel de Mayotte : marché de dupe ou « document historique » ? Débat sur le projet de loi organisant une consultation de la population de Mayotte : nouvel état d'esprit ?	p 409
Dénouement (provisoire) de la crise dans l'île d'Anjouan : du référendum sur son indépendance (janvier 2000) au blocus de l'île (février 2000) et aux deux accords de Fomboni (26 août 2000 et 17 février 2001).	p 419
Projet de loi organisant une consultation de la population de Mayotte. Débat au Parlement (mars 2000). Vote de la loi (6 avril 2000). Loi d'orientation pour l'outre-mer (mai-novembre 2000).	p 439
Recours devant le Conseil constitutionnel contre la loi organisant une consultation de la population mahoraise (avril 2000). Promulgation de la loi (9 mai 2000). A Mayotte : consultation du 2 juillet 2000. Vote massif (72,94% de oui).	p 455

En guise de conclusion (provisoire) : « Mais que faire de Mayotte en 2010 (2008-2009) ? »	p 467
Repères historiques (1792-2001).	p 479
Les chefs d'État et de gouvernement français, les ministres ou secrétaires d'État chargés de l'outre-mer de 1958 à 2000.	p 501
Les chefs d'État et de gouvernement comoriens de 1975 à 2002. Les préfets de Mayotte de 1976 à 2001.	p 504
Références bibliographiques.	p 507
Fil conducteur.	p 527